

Dossier Afrique

Les articles ci-inclus mettent en relief les efforts déployés en vue de résoudre certains problèmes qu'affrontent les pays du vaste continent africain

“Il coûte aussi cher de chauffer la marmite que de la remplir . . .”

par Clyde Sanger

Il y a deux ans, au faîte de la sécheresse qui a ravagé les zones sahéliennes d'Afrique, le directeur du service de foresterie du Niger, Najada Ibrahim, rendait visite à sa mère dans son village de Maradi. Il lui apportait comme cadeau une brassée de bois de combustion.

Un Canadien qui l'accompagnait, Gilles Lessard, se souvient “qu'elle en fut aussi heureuse que si son fils lui avait offert une gerbe de fleurs.”

La région a connu, depuis lors, deux années de pluies assez abondantes. A la station de recherches de M'Bidi, au nord du Sénégal, on a entrepris cette année le repiquage des plants d'acacia à la mi-juillet, soit avec un bon mois d'avance, parce qu'il était déjà tombé 100 mm de pluie. Il faut 350 mm de pluie pour obtenir un taux de survivance satisfaisant et on espérait qu'il continuerait de pleuvoir.

La crise dure encore, et ne peut que s'aggraver pour les millions de personnes qui habitent les régions semi-arides en bordure du Sahara. Elles ont besoin de bois pour cuire leurs repas et pour se protéger du froid pendant la nuit.

Mathématiquement parlant, la situation est sans issue. Chaque citadin et chaque villageois de cette région a besoin d'un mètre cube de bois de combustion (l'équivalent d'un stère) par année. Or la production annuelle pour un hectare (2,47 acres) de forêt à l'état naturel ne représente, en moyenne, que la moitié d'un stère — ce qui fait que pour satisfaire aux besoins de chaque citadin, il faut trouver permettra de déterminer s'il à exploiter.

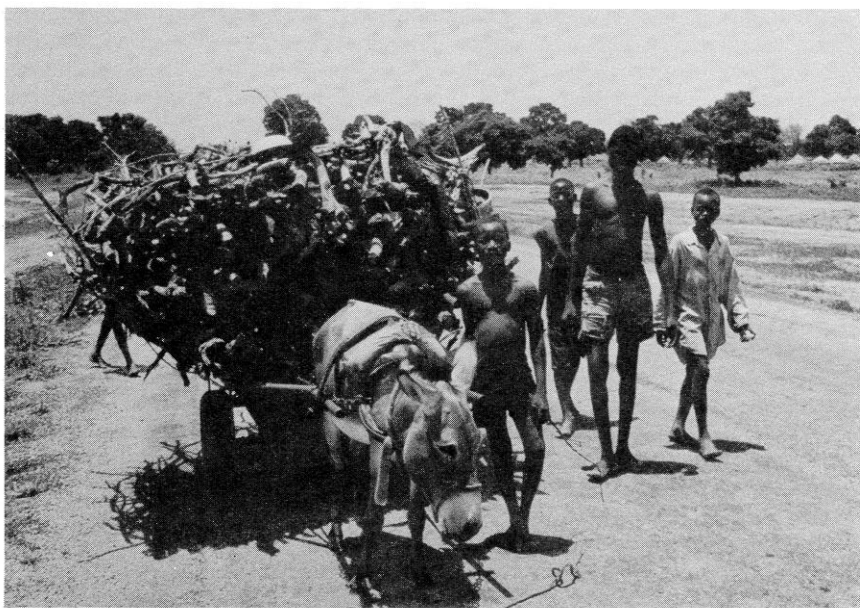


Photo: Gilles Lessard

Ces jeunes gens parcourent parfois jusqu'à 100 kms pour aller vendre leur bois à la ville.

Ce “quelque part” recule sans cesse à mesure que croissent les villes. Jusqu'à ces derniers temps, à Bamako, la capitale du Mali où vit une population de 300.000 habitants, personne n'avait à transporter son bois sur plus de 50 kilomètres; maintenant, il n'est pas rare d'avoir à en parcourir 100, et en 1990, le rayon s'étendra à 155 kilomètres, sinon plus.

En 1990, les trois villes les plus importantes de la Haute-Volta auront besoin, même si leur population ne fait que doubler pour être portée à 550.000 personnes, d'une quantité de bois dont la production exige 75.000 hectares de plantations. Planter 5.000 hectares par année au cours

des quinze prochaines années constitue, pour un si petit pays, un investissement astronomique: au prix actuel de 7.000 dollars par hectare, l'opération reviendrait à plus de 52 millions de dollars. Pas un gouvernement de la zone sahélienne d'Afrique ne va investir un tel montant dans la production de bois de combustion.

Entre temps, le prix du bois grève les budgets familiaux. Il ne cesse d'augmenter non seulement pendant la saison des pluies mais en tout temps principalement à cause du coût du transport, lui-même fonction des distances à parcourir. Le transport du bois s'effectue désormais par camionnettes mais on utilise encore des charrettes tirées par des ânes

quand on ne le porte pas tout bonnement sur la tête. Nombre de familles consacrent jusqu'à 20 pour cent de leurs revenus à l'achat de bois de combustion. Une récente enquête menée à Niamey, au Niger, a indiqué que 25 pour cent des familles ne peuvent se permettre qu'un seul repas chaud par jour, à cause du prix élevé du combustible. En Afrique de l'Ouest, on dit fréquemment: "il coûte aussi cher de chauffer la marmite que de la remplir".

C'est à désespérer de jamais trouver une solution. Les hommes politiques et les fonctionnaires cherchent cependant à corriger la situation et ils ont dressé la liste des solutions de rechange:

- substituer un gaz (pétrole, butane) au bois de combustion;
- utiliser l'énergie solaire;
- utiliser le charbon de bois en plus grande quantité;
- accroître la production de bois de combustion dans les plantations des régions semi-arides ou irriguées.

Suivent quelques commentaires sur chacune de ces possibilités.

Le Gouvernement du Sénégal a mené, mais sans grand succès, une campagne en faveur de l'utilisation du gaz butane. Seuls les étrangers et les Sénégalais fortunés ont les moyens de brûler du butane; les pauvres ne peuvent se permettre l'acquisition d'un nouvel appareil de chauffage. Dans les cités situées au nord du Nigeria, comme Kano, où les camions transportent le bois sur une distance d'environ 150 kms on pourrait remplacer avantageusement le bois par du pétrole, mais cette substitution ne s'opère que lentement dans ce pays pourtant riche en pétrole qu'est le Nigeria.

En Afrique de l'Ouest, l'utilisation de l'énergie solaire demeure une notion nouvelle même si des essais se poursuivent au Niger par exemple, où on étudie la possibilité de l'utiliser pour chauffer l'eau et la distiller. Une conférence a eu lieu à Dakar, en décembre dernier, sur l'utilisation de l'énergie solaire: le premier pas est fait, mais il reste encore beaucoup de chemin à parcourir.

Les deux autres sources de combustible retiennent davantage l'attention pour l'instant, et des organismes canadiens ont donné leur appui aux gouvernements africains qui en étudient les possibilités.

On a d'excellentes raisons d'encourager une plus grande consommation du charbon de bois dans les villes africaines du Sahel. Il constitue déjà, au Sénégal, le combustible le plus couramment employé, non seulement par les familles, mais aussi par certaines petites industries (bou-



Photo: Daniel Robert

Ces sauvageons d'acacia sont peut-être la clé d'un avenir meilleur.

langeries, entreprises de maçonnerie, fonderies). On s'en sert également pour fumer le poisson. Le Mali, la Haute-Volta et le Niger l'utilisent également, mais son usage n'est pas si courant.

Le charbon de bois offre les avantages suivants: il brûle sans fumée, il est facile à contrôler pour la famille ou la manufacture qui l'utilisent; emballé dans des sacs de jute il se transporte aisément sur de longues distances (il est livré à Dakar à partir d'un point d'expédition situé à 300 kilomètres) enfin, il se conserve bien sous n'importe quelles conditions atmosphériques. Le plus simple appareillage suffit également: une vieille boîte de fer-blanc peut servir à fabriquer un poêle.

L'ensemble du pays pourrait en retirer d'autres avantages. La coupe du bois dans les futaies tropicales d'Afrique de l'Ouest entraîne un important gaspillage. En beaucoup d'endroits, pas plus du tiers des arbres n'a de valeur commerciale, le reste est brûlé ou on le laisse pourrir. Si ce bois gaspillé était converti en charbon de bois, les forêts seraient mieux mises en valeur, leur défrichage plus rentable, et cette opération permettrait la création de milliers d'emplois. Le charbon de bois serait ensuite acheminé par camion ou par voie ferrée vers les villes du Sahel.

La belle solution que voilà! Mais, il reste quelques obstacles à surmonter. Dans certains pays, comme le Ghana, le charbon circule actuellement en sens inverse, quittant le nord du pays, où on en a le plus besoin, pour les villes côtières plus prospères. Au Nigeria règne une méfiance générale à l'égard du charbon, due à la crainte d'empoisonnement par l'oxyde de carbone. Les chemins de fer ne s'intéressent pas au transport du charbon de bois et les rivières coulent dans la mauvaise direction — vers la

mer, et non vers l'intérieur des terres.

Un groupe d'étude composé de trois experts et dirigé par le même D. E. Earl qui voici quelques années, frayait aux fabricants de charbon de bois un chemin à travers les forêts d'Ouganda, a visité l'an dernier neuf pays d'Afrique de l'Ouest pour étudier pendant dix semaines la possibilité d'encourager l'usage du charbon de bois comme combustible bon marché à l'usage domestique et industriels spécialement dans la zone sahélienne.

Le rapport qu'ils ont présenté à l'Agence Canadienne de Développement International qui a recruté les membres de l'équipe demeure confidentiel. Mais, tout en respectant le caractère confidentiel de ce document, il nous est permis de dire que ses conclusions sont optimistes dans l'ensemble, et de nature à persuader l'ACDI de subventionner à brève échéance des opérations de grande envergure. Le groupe d'étude a étudié la possibilité de tirer parti dans le sud du Mali, du bois de 40.000 hectares de forêts qui seront inondés, d'ici dix ans, par les eaux du réservoir Selingue. Une opération bien planifiée, échelonnée sur cinq ans, pour ouvrir des routes dans cette région, abattre les arbres et les transformer en charbon de bois, pourrait assurer à la population de Bamako tout le combustible nécessaire pour plusieurs années.

La quatrième solution possible à la crise du combustible consiste à établir des plantations de plusieurs hectares pour la production de bois de combustion dans les régions sahéliennes. C'est assez curieusement, une idée nouvelle. Les experts forestiers du Niger, à l'oeuvre depuis longtemps, ont concentré leurs efforts au sud de Kano, dans la zone dite soudanaise. Avant 1967, aucune recherche en foresterie n'a été effectuée au Sahel; dans les quelques rares stations qui s'y trouvaient, le personnel se limitait à un seul expert forestier peu soucieux d'enregistrer des données. Quand Gilles Lessard en sa qualité de directeur associé de la Division des Sciences de l'Agriculture (section foresterie) du CRDI, a organisé une réunion régionale d'experts en foresterie, à Dakar, au mois de janvier 1974, c'était la première fois qu'une rencontre de ce genre avait lieu.

Cette réunion du "Groupe d'étude de la forêt de savane" a donné beaucoup d'essor à la recherche en ce domaine et favorisé l'élaboration de plusieurs programmes d'action. Depuis, le CRDI a accordé des subventions à de nombreux programmes de recherches mis en oeuvre dans plusieurs des pays représentés à Dakar.

On a demandé aux participants de dire à quels projets ils accorderaient la priorité si leur décision était fondée sur les trois critères suivants: rentabilité, conséquences pour l'environnement, et création d'emplois. Les recherches comportant l'établissement de brise-vent et de plantations irriguées ainsi que des projets de restauration des sols ont, de loin, remporté la palme.

L'intérêt que les participants ont manifesté pour les plantations irriguées s'explique du fait que le rendement des plantations d'essences exotiques, telles que l'eucalyptus australien, est annuellement 50 fois plus élevé que celui de la forêt laissée à l'état naturel. On pourrait aussi produire sur un hectare assez de bois de combustion pour satisfaire aux besoins de 25 citadins; si on compare cette situation à celle que nous avons mentionnée plus haut, il y a tout lieu de se réjouir.

Mais comment rendre l'opération rentable, si le prix de revient à l'hectare est de 700 dollars pour les gouvernements concernés? Il n'y a qu'une seule façon d'y arriver: persuader les villageois de planter eux-mêmes beaucoup d'arbres sur de petites parcelles de terrain.

On est en train de tenter l'expérience dans le district de Zinder au Sud du Niger. C'est une région assez fertile où la forêt a été sacrifiée à l'agriculture. Cependant on y coupe encore du bois, mais ce dernier est acheminé en contrebande vers le sud, et vendu au Nigeria où les prix sont plus élevés. En 1974, des fonctionnaires des services gouvernementaux de foresterie ont longuement débattu de la question avec les membres des conseils locaux et six villages ont accepté de transformer des parcelles de terres cultivées en îlots boisés qui fourniront du bois de combustion à toute la collectivité. Soixante-dix villages, du moins on l'espère, devraient être en mesure d'ici cinq ans, de produire leur bois de combustion épargnant ainsi aux femmes de longues marches pour se procurer du bois. Cette expérience en milieu rural, on pourrait également la tenter aux abords des villes et des grandes agglomérations. Pour les cultivateurs des campagnes avoisinantes, la production de bois de combustion pour Niamey, la capitale, et d'autres centres urbains pourrait représenter une source intéressante de revenus.

La désertification n'est pas causée par une avance uniforme du Sahara sur tous les fronts. Elle se produit, à divers endroits, là où la couverture végétale a été détruite, aux alentours des grandes villes, par exemple, ou aux abords des points d'eau où les pâtres mènent leurs troupeaux. Dans



Photo: Gilles Lessard

le "delta intérieur" de la rivière Niger, autour de Mopti et d'autres centres de pêche, la forêt a disparu; ses arbres ont servi de combustible pour fumer le poisson.

Le Gouvernement du Mali pratique actuellement la culture expérimentale de diverses espèces d'arbres pour déterminer quelles sont celles qui se prêteraient le mieux à la culture intensive sur les terres irriguées du delta intérieur du fleuve Niger, aux environs de N'Doubougou. Il espère que ces plantations fourniront aux villages de pêcheurs le bois de combustion dont ils ont besoin mais serviront aussi de brise-vent à l'abri desquels il sera possible de faire pousser des légumes.

A M'Bidi, dans le nord du Sénégal, les troupeaux ont brouté et dépouillé les arbres et dénudé le sol autour du point d'eau. Un programme de reboisement, fondé sur la gestion intégrée des cultures et des troupeaux, est en cours sur un site de 200 hectares. Il a pour but de fournir aux habitants du bois de combustion et des espaces soigneusement aménagés pour la culture du fourrage et des légumes, de même que des plantations commerciales d'acacias produisant de la gomme arabique de première qualité. Les éleveurs y trouveront une source diversifiée de revenus et seront de ce fait plus enclins à protéger le système qu'à le détruire.

D'autres recherches se poursuivent dans le nord du Nigeria et au Soudan dans la région de Kerma. Elles ont pour objet la mise au point de méthodes perfectionnées de plantation de brise-vent, la sélection des espèces les plus aptes à survivre en divers endroits et l'étude des techniques relatives à leur entretien.

Ces programmes de recherche de

même que ceux qui ont pour but d'améliorer la production d'alfa utilisée par l'industrie du papier dans les régions semi-arides de Tunisie, intéressent d'autres pays d'Afrique. L'amélioration de la gomme arabique qui entre dans la fabrication de peintures et produits pharmaceutiques, présente autant d'importance pour le Soudan que pour le Sénégal. Ce qui importe, c'est que chaque pays sache quels sont les travaux entrepris ailleurs et puisse bénéficier de leurs résultats.

L'établissement d'un centre de documentation et de coordination pour la recherche en foresterie dans la région fut la principale recommandation du groupe de travail réuni à Dakar, en 1974, grâce à l'initiative du CRDI. Gilles Lessard projette une nouvelle rencontre régionale en Afrique, à la fin de cette année, avec pour mission d'arrêter les plans de ce centre. Ce centre est appelé à donner une impulsion nouvelle au mouvement amorcé chez les chercheurs en sciences forestières d'Afrique pour résoudre la crise causée par la pénurie du bois et la destruction des forêts.

Mais en dernière analyse, la réussite de leurs travaux sera fonction de l'appui que leur accorderont leurs dirigeants politiques et l'incertitude subsiste. Quelques hommes politiques ont tiré d'utiles leçons des sept années de sécheresse que leurs pays viennent de traverser; d'autres, plus influencés par leurs antécédents d'éleveurs, accordent la priorité à la reconstitution des grands troupeaux, sans se soucier outre mesure de l'équilibre écologique ou des besoins en bois de combustion et bois d'œuvre de la population. Ce sont là des choix qui revêtent une importance capitale pour une grande partie de l'Afrique.

Dossier Afrique

La lutte mondiale contre les grandes endémies

Alexandre Dorozynski, directeur adjoint de la Division des Publications, nous donne un bref aperçu du nouveau programme international de lutte contre les principales maladies tropicales en Afrique.

Près d'un milliard de personnes dans le monde sont atteintes d'une des maladies tropicales dont l'ensemble représente un obstacle majeur au développement. Trois de ces maladies — le paludisme, la bilharziose et la filariose — affectent chacune au moins 200 millions de personnes. Dans certaines régions tropicales, les gens sont infectés par plusieurs parasites à la fois. Dans de nombreuses régions rurales, on ne s'étonne même pas que les enfants aient des urines sanglantes, qu'un villageois sur 10 soit aveugle à la fleur de l'âge, que les gens soient mutilés ou défigurés par la lèpre ou la leishmaniose, que des épidémies de maladies mortelles comme la rougeole ou la méningite soient fréquentes, que chaque enfant souffre, à un moment ou à un autre, d'un accès de paludisme.

Pourtant, depuis la seconde guerre mondiale, s'est produite une extraordinaire percée des sciences biomédicales qui a transformé non seulement nos connaissances fondamentales, mais les soins médicaux dans le monde industrialisé. Des investissements énormes ont permis à la recherche biomédicale de trouver des moyens de prévention ou de traitement de maladies que l'on considérait comme incurables, comme certaines formes de cancer, la maladie de Parkinson, l'hypertension, la poliomyélite et bien d'autres.

Les pays pauvres, quant à eux, ont peu bénéficié de ces connaissances, notamment en ce qui concerne les maladies tropicales. Les budgets consacrés à la recherche sur ces maladies ont été dérisoires; ainsi, une porte pouvant ouvrir sur une vie meilleure et plus productive reste fermée.

C'est pour aider à remédier à cette situation que le CRDI collabore à un effort majeur entrepris par l'Organisation Mondiale de la Santé, un programme intensif qui s'étendra sur au moins dix ans, mettant en oeuvre les meilleurs spécialistes dans un réseau international de laboratoires. Le Dr Halfdan Mahler, directeur général de l'OMS, décrit cette offensive comme "une nouvelle entreprise qui s'insère parfaitement dans le cadre du nouvel ordre économique ou, mieux encore, du nouvel ordre de développement."

Ce qu'il faut pour commencer, c'est de l'argent. L'une des raisons pour lesquelles les progrès des sciences biomédicales ont à peine touché au domaine des maladies tropicales, c'est que les budgets consacrés aux recherches sur ces maladies ont été trop faibles: l'investissement global est de l'ordre de 30 millions de dollars par an, soit près de 10 pour cent des sommes affectées aux recherches sur une seule entité pathologique, le cancer, dans un seul pays, les Etats Unis. Des fonds provenant des agences internationales, des pays développés, mais aussi des pays en voie de développement, dans lesquels la plupart de ces recherches seront poursuivies, devraient couvrir le coût

de cette nouvelle offensive.

Le programme s'attaquera en priorité à six des plus importantes maladies tropicales: le paludisme, la bilharziose, la filariose (y compris l'onchocercose ou "cécité des rivières"), la trypanosomiase (maladie du sommeil et maladie de Chagas), la lèpre, et les diverses formes de leishmaniose.

Ces maladies sont la clé de voûte du problème, et l'on considère qu'il n'est pas possible de mettre au point un programme qui s'attaquerait dès le départ à toutes les maladies tropicales connues. Toutefois, les retombées des recherches sur ces six maladies feront certainement tache d'huile. Par exemple, la mise au point d'un vaccin contre la lèpre pourrait ouvrir la voie à d'autres vaccins, et l'étude de l'interaction entre un parasite et l'organisme qu'il envahit, au développement de drogues plus efficaces contre toutes les maladies parasitaires. La malnutrition, facteur important de morbidité, fera partie du programme de recherches.

Ce programme sera exécuté par deux systèmes d'organisation parallèles:

- Des groupes de travail ad hoc. Ils seront composés de scientifiques de renom, choisis pour leur compétence dans la poursuite d'un objectif précis. (Depuis deux ans un tel groupe s'emploie, dans le cadre d'une opération pilote, à mettre au point une cutiréaction diagnostique pour la lèpre et un vaccin anti-lépreux.)

- Des réseaux de laboratoires oeuvrant en collaboration. Un des problèmes dans le passé a été l'inexistence, ou la pauvreté, de la coordination entre divers centres cliniques et de recherche. Le réseau s'appuiera sur des centres existants, créera entre eux un système de communication, et renforcera les équipes si nécessaire. En Afrique une ossature existe déjà: le Conseil de recherches médicales de l'Afrique orientale, avec sept laboratoires au Kenya, en Tanzanie, et en Ouganda; le Conseil de recherches médicales du Nigeria; le Centre de recherches de Ndola en Zambie et d'autres, y compris 25 facultés médicales en Afrique tropicale.

Un objectif de première importance est la formation de scientifiques et chercheurs autochtones des pays en voie de développement, mais on considère que la participation de scientifiques de pays avancés, et l'apport de leurs connaissances et technicité, sont essentiels.

Le programme est en voie d'organisation, grâce à un budget de 2 millions de dollars environ, auquel a contribué le CRDI. Si la priorité dans le démarrage des travaux a été donnée à l'Afrique, le continent le plus atteint par une majorité de ces maladies, des laboratoires dans d'autres pays participeront à un programme qui est global. L'étape suivante est d'assurer le financement dès l'année prochaine, pendant que les spécialistes élaborent la stratégie du programme.

Dossier Afrique



Aucune campagne d'information de masse n'a été entreprise au Mali. Les échanges de bouche à oreille ont assuré le recrutement de la clientèle.

Le planning fait un programme

Madeleine

Le Mali est le premier pays d'Afrique dite francophone à mettre en oeuvre un programme national de planning familial. Son but n'est pas de freiner la croissance démographique mais au contraire de la régulariser en assurant, par l'espacement des naissances, une meilleure chance de survie aux bébés. C'est donc, avant tout, une mesure sanitaire qu'une urbanisation trop rapide et l'évolution des moeurs ont rendu nécessaire.

Doté d'un territoire presque égal en superficie à celui du Québec, le Mali, avec ses 5,5 millions d'habitants, est loin d'avoir atteint le point de saturation. Il possède des terres arables qui, mises en valeur, pourraient nourrir une population beaucoup plus grande. Mais il est également situé dans une région semi-aride où l'équilibre entre peuplement et ressources fut de tout temps délicat à maintenir.

Les Maliens d'autrefois le savaient bien qui mettaient en pratique des méthodes très efficaces de contrôle des naissances. Les femmes allaitaient leur bébé pendant deux ou trois ans et s'abstenaient durant cette période de toute relation sexuelle. Elles transmettaient ainsi leur immunité naturelle au nourisson et s'évitaient le danger de grossesses trop rapprochées. La migration vers les villes, l'introduction du lait en poudre pour l'allaitement des bébés, et les bouleversements de la vie moderne ont considérablement affaibli les pratiques traditionnelles d'espacement de naissances et ont ainsi accru le taux de mortalité infantile.

La première clinique pilote de planning familial a



Photos: Neill McKee

Une longue tradition en matière d'espacement des naissances a joué un rôle important dans l'acceptation du programme.



A gauche: Les cliniques à Bamako prodiguent les soins maternels et infantiles. En haut: Le directeur du programme, le docteur Faran Samaké, en compagnie des membres du personnel de la clinique.

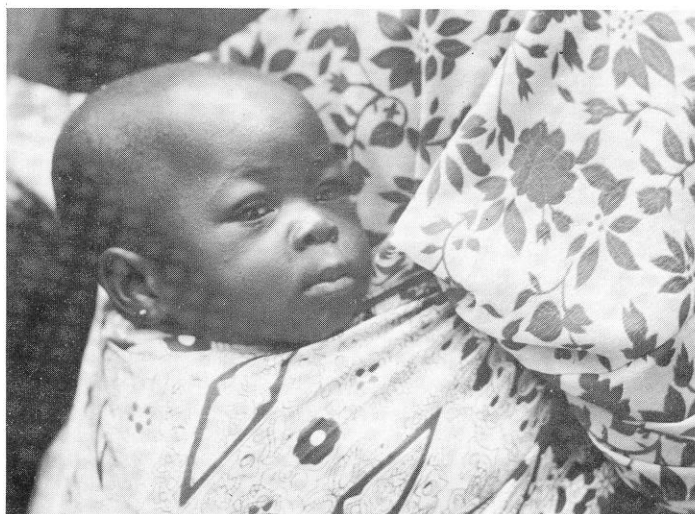
amilial au Mali: me réaliste

aillancourt

ouvert ses portes à Bamako en 1972. Au cours de ses deux premières années de fonctionnement, elle a accueilli plus de 2.000 clientes qui se sont chacune présentées cinq fois en moyenne pour y recevoir des services (premières visites et visites de contrôle). Près des trois-quarts d'entre elles ont opté pour le stérilet, le reste pour les anovulants. Durant la même période, la clinique a servi à la formation de dix médecins et de trente sages-femmes et auxiliaires médicaux. Ces derniers ont essaimé et à la fin de 1974 cinq nouvelles cliniques accueillait des clientes à Bamako.

Cette première phase du projet a bénéficié d'un financement du Centre de Recherches pour le Développement International qui en subventionne également la deuxième phase: l'ouverture de cliniques dans les cinq capitales régionales et la formation de 200 médecins et auxiliaires. On prévoit que le nombre de ces centres sera de 23 en 1977.

Etant donné son objectif global de santé familiale le programme du gouvernement malien comporte en outre des recherches sur les méthodes traditionnelles de limitation des naissances et sur les modifications qu'elles subissent en milieu urbain. Elles furent entreprises dès le début par un guérisseur malien, Boumaro Soumaoro, et un anthropologue canadien, André Laplante, revenu au Canada en 1975 après quatre années de travail à titre de conseiller de recherches au Mali. M. Patrick Kelly lui succède pour une période de deux ans.



Le sevrage que l'on pratique si une grossesse survient en cours d'allaitement signifie souvent l'arrêt de mort du nourrisson.



L'âge du mariage chez les femmes est très bas dans les pays du Sahel — de l'ordre de 15 à 17 ans au Mali.



Photo: Bob Stanley

Réforme agraire au Sénégal

par Bob Stanley

A première vue, les deux cartes géographiques apposées sur le mur de la station de recherche agricole au Sénégal semblent identiques. Chacune donne l'impression d'une mosaïque aux couleurs vives, dont les pièces bizarres auraient été rapportées au hasard. Mais, en les examinant de plus près, on découvre que la seconde carte illustre un monde mieux structuré que la première, un assemblage aux formes plus régulières et aux couleurs moins disparates.

De fait, ces cartes sont une illustration graphique des résultats de plusieurs mois de longues et délicates négociations et d'enquêtes laborieuses. On y voit plusieurs villages environnés de terres arables, ou mieux, une petite partie de la région de Sine Saloum, au Sénégal, l'une des régions agricoles les plus fertiles de cette ancienne colonie française située en bordure de la zone aride du Sahel.

Malgré un climat capricieux, le Sénégal jouit d'une économie en grande partie agricole, et le gouvernement a accordé depuis longtemps une place prioritaire au développement rural dans ses programmes de développement.

En 1968, l'Institut de recherches agronomiques tropicales (IRAT) de Bambey, au Sénégal, a mis en place deux Unités expérimentales dans deux villages de la région de Sine Saloum. Ces villages, entourés de terres arables, servent de site à l'expérimentation, dans les conditions réelles du milieu, de nouvelles méthodes d'agriculture.

Les chercheurs du Centre national de la recherche agronomique (CNRA), une agence de l'IRAT, ont concentré leurs travaux sur l'étude de nouvelles

techniques agricoles, l'introduction de nouvelles cultures ou de nouvelles variétés de graines ou de racines, ainsi que sur l'étude de méthodes améliorées d'entreposage, espérant de cette façon équilibrer les récoltes et augmenter les revenus des fermiers.

Les premières années, peu d'efforts sérieux ont été consacrés aux questions du régime foncier et de l'utilisation des terres. Cependant, à mesure que les nouvelles techniques apportèrent des changements radicaux aux villages et à leur environnement, deux questions délicates se firent de plus en plus précises: qui était le propriétaire de quelle terre et quelle usage en faisait-il? Il fallait trouver une solution. En dépit d'une politique nationale agraire, en vigueur depuis 1964, l'enchevêtrement de divers systèmes de lois, superposé aux traditions millénaires et aux lois tribales, entravait la marche du progrès.

En 1973, le gouvernement Sénégalais demanda son concours au CRDI en vue d'effectuer une étude approfondie du régime foncier à partir des unités expérimentales de Sine Saloum.

Cette étude avait plusieurs buts: fournir une vue d'ensemble plus nette des systèmes en vigueur et, en tenant compte de la perspective à la fois historique et sociale, garantir un usage plus rationnel et plus équitable des terres; mettre à l'épreuve des méthodes plus simples et moins coûteuses d'effectuer des relevés cadastraux et d'identifier les titres fonciers; enfin, faciliter les remembrements fonciers de façon à favoriser l'introduction de meilleures méthodes agricoles.

Au mois d'août, immédiatement après avoir obtenu son diplôme à l'Université de Dakar, un jeune sénégalais, Madické Niang, s'est joint à l'équipe affectée au projet. On peut s'étonner qu'il ait choisi de travailler dans les villages plutôt que de se mêler à la majorité de ses compatriotes et de jouir du confort qu'il aurait pu trouver à Dakar, car un tel choix est rare de la part de jeunes gens ayant reçu une formation universitaire. Mais, déclare Madické Niang en regardant les deux cartes, "c'est ici qu'est mon cœur," et l'enthousiasme qu'il manifeste en y portant les progrès déjà accomplis suffit à prouver combien il est sincère.

On persuada le fermier A de céder une parcelle de l'un de ses champs au fermier B, lequel céda à son tour une portion de terre au fermier C, celui-ci donnant une partie d'un autre champ au fermier A. A la fin de ces transactions, chacun d'eux se retrouva avec la même superficie de terrain qu'à l'origine, à cette différence près que leurs terres se trouvèrent morcelées en lots qui, grâce à leur étendue et à leur disposition, étaient plus faciles à exploiter et mieux adaptées à certains usages.

Tout cela semble assez simple. Quelques petits ajustements par ci par là et le tour est joué. Mais la propriété des terres est une question extrêmement délicate dans tous les pays du monde, y compris au Sénégal. Selon M. Jacques Faye, l'un des chercheurs affectés à ce projet, des critères furent établis afin de rassurer les fermiers qui craignaient quelque peu d'être perdants. Ces critères allaient jusqu'à préciser le minimum d'étendue de terre rentable, les types de sol et l'emplacement des champs

(car il n'est pas rare qu'un fermier ait des droits sur un certain nombre de terres dans une région couvrant plusieurs kilomètres).

Plusieurs anciennes querelles apparurent au grand jour durant ce processus de réorganisation, mais elles furent vite réglées. Toujours selon Jacques Faye, les fermiers ont reconnu que cette réorganisation leur avait procuré certains avantages: ils obtenaient un titre indiscutable à la propriété alors qu'auparavant ce n'était que conflits et manque de sécurité. Jacques Faye précise encore que cette réorganisation a permis aux chercheurs d'accroître leurs connaissances au sujet du régime foncier. Il demeure confiant qu'ils pourront bientôt présenter au gouvernement des recommandations susceptibles d'améliorer la loi de la politique nationale agraire.

Parcourant la campagne qui entoure le village de Thyssé Kaymor — l'une des deux Unités expérimentales — Madické Niang s'arrête fréquemment pour indiquer les changements. Avant la réorganisation, il y avait ici quelque 322 champs d'une superficie moyenne de 2,7 hectares représentant une superficie totale de 870 hectares. Il y a à présent 248 champs d'une superficie moyenne de 3,2 hectares. Les champs plus vastes et plus uniformes sont plus faciles à exploiter. Les arbres et les autres obstacles ont été abattus tandis que d'autres arbres et haies étaient plantés aux fins de délimiter les nouveaux champs, les voies publiques, les sentiers et les terres communes de pacage. Certaines tentatives sont faites en vue d'éviter

l'érosion du sol, problème particulièrement important durant la saison des pluies. On expérimente aussi de nouvelles cultures comme le coton et le manioc. Toutes ces réalisations n'ont pris en tout que dix-huit mois.

Toujours dans le cadre de ce projet, des travaux sont entrepris avec la collaboration des conseils ruraux. Bien que la loi agraire de 1964 prévoyait la création de pouvoirs locaux, ce n'est que récemment qu'ont été établis quelques conseils ruraux pilotes. Le personnel affecté au projet, sous la direction de Jacques Faye, a mis sur pied un programme de formation pour les membres des conseils qui sont habituellement choisis parmi les anciens, les chefs religieux, et les propriétaires du village et qui, éventuellement, seront appelés à s'occuper de la gestion des terres dans la région.

Grâce à l'expérience qu'ils ont acquise en réglant les querelles relatives aux terres, ils sont en mesure d'apporter des conseils judicieux en ce qui concerne les questions de l'enregistrement des titres de propriété et l'administration générale de la communauté. Le personnel assure aussi des cours de formation sur des thèmes aussi variés que le systèmes de coopératives, la préparation d'un budget, l'utilisation de la terre et sa gestion. M. Faye espère que cette formation permettra aux membres du conseil d'acquérir les connaissances nécessaires en vue d'aider à la mise en oeuvre de la politique nationale agraire.

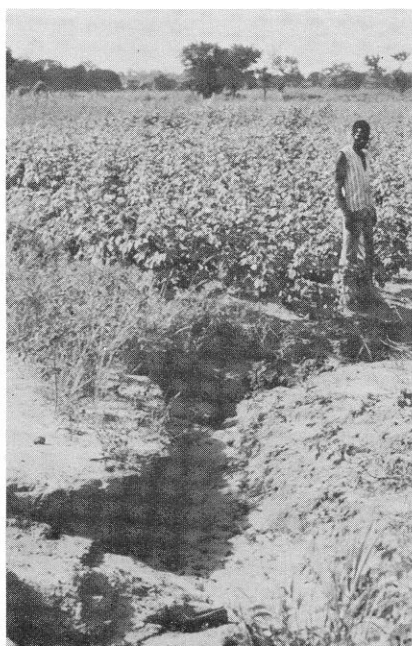
En termes de production, qu'est-ce que cela représente? M. J. F. Richard,

chercheur français du Centre national de recherche agronomique, pointe du doigt un champ où des paysans sont en train de récolter le mil... et il y en a. "La récolte des cultures traditionnelles telles que le mil, le sorgho ou l'arachide a doublé et même triplé", dit M. Richard. De plus on peut maintenant planter de nouvelles cultures. Par exemple, le maïs donne aujourd'hui un rendement de quatre tonnes par hectare alors qu'il y a dix ans, le maïs n'existait même pas au niveau de la culture au Sénégal. Les changements et améliorations ont permis de produire des récoltes commerciales comme le coton, fait absolument nouveau dans cette région qui ne produit en principe que des cultures vivrières. "Mais le plus important, dit M. Richard, c'est qu'à la fin d'une longue période de sécheresse, il restera encore du grain en réserve."

Les travaux entrepris dans ces Unités expérimentales sont uniques. C'est la première tentative de remembrement des terres au Sénégal et comme telle elle suscite un très grand intérêt tant au Sénégal que dans d'autres pays de l'Afrique de l'Ouest. Depuis ses débuts, pas moins de cinq ministres délégués par le gouvernement ont visité le projet.

L'une des institutions collaborant au projet est l'Institut fondamental d'Afrique noire (IFAN), qui recrute son personnel de recherche dans divers pays. Par son entremise l'expérience acquise à Sine Saloum pourrait être étendue à d'autres pays de l'Afrique de l'Ouest aux prises avec les mêmes problèmes.

L'érosion du sol durant la saison des pluies est un autre grand problème.



L'implantation de nouvelles techniques agricoles peut permettre de doubler, voire même de tripler, les récoltes; par exemple cette récolte de mil.



Photos: Neill McKee